



Déclaration de l'IFE-EFI

www.efi-ife.org

L'initiative Féministe Euromed IFE-EFI

Septembre 2006

La sécurité en Europe, pour qui?

La conférence féministe Européenne

Parlement européen, Bruxelles

Les 18 et 19 septembre 2006

CONCLUSIONS

L'initiative féministe européenne IFE-EFI a réuni les 18 et 19 septembre dans les locaux du Parlement européen à Bruxelles, une soixantaine de militantes féministes des Balkans et des autres régions européennes et quelques membres du mouvement pour la paix lors d'une conférence intitulée « La sécurité en Europe, pour qui? ». La conférence a été soutenue par le groupe parlementaire européen *GUE/NGL*. Les féministes, toutes origines et contextes confondus, ont partagé leurs connaissances et expériences et ont présenté des discussions féministes et des alternatives pour une Europe différente, visant à élargir et enrichir le débat politique sur la sécurité humaine et à faire entendre les voix féministes et expérientielles des femmes dans ce domaine.

- 1- La conférence a permis d'articuler la discrimination à plusieurs facettes des femmes dans les structures de pouvoir dans nos sociétés qui soutiennent l'oppression, la subordination des femmes et leur sentiment d'insécurité globalement, en Europe/au sein de l'UE ainsi qu'à l'extérieur/dans nos communautés.
- 2- La conférence a convenu que si le projet européen veut être porteur de paix, de justice sociale et de démocratie, la politique de l'UE devrait reconnaître le lien entre le patriarcat, la violence masculine contre les femmes et la guerre et devrait commencer à remodeler et re-conceptualiser la politique européenne de sécurité et de défense. Ce faisant, les analyses et les critiques féministes sont indispensables et doivent être prises en compte de toute urgence par les décideurs politiques.
- 3- La conférence a établi des liens, soulignant l'urgence de la reconnaissance politique de la marginalisation (mondiale) des différents besoins et ressources des femmes, y compris les besoins de sécurité, comme condition préalable à la redistribution politique, économique et équitable des ressources et du pouvoir. Elle a mis en avant l'inégalité entre les hommes et les femmes en tant qu'obstacle majeur au développement des sociétés. Les discussions ont mis en évidence le lien entre la violence masculine envers les femmes, le patriarcat et les structures de pouvoir sexospécifiques qui soutiennent et perpétuent le déséquilibre des pouvoirs entre les sexes. Elles ont souligné les liens entre les structures de la violence en temps de guerre et les sociétés patriarcales en «paix» dont les vitrines sont la précarité, le chômage, l'insécurité économique, la traite et la prostitution. La conférence a également souligné les liens entre le système militariste mondial et l'oppression patriarcale.
- 4- Les discussions ont permis de voir comment la violence militaire utilisée par les armées justifie et se transforme en viol et humiliation sexuelle en temps de guerre mais aussi en violence domestique contre

les femmes en temps de « paix ». D'un autre côté, cela a mis en lumière la nécessité d'appliquer des approches multiples et radicales pour remettre en question et déstabiliser les concepts patriarcaux conventionnels de guerre, de paix et de sécurité. Les intervenants ont exprimé leur sentiment d'urgence, considérant la sécurité comme fondée sur l'éthique et la solidarité. Cela traduisait la nécessité d'inclure d'urgence les analyses féministes dans la politique du courant dominant à tous les niveaux et, en théorie, de re-conceptualiser les concepts mentionnés ci-dessus. Parallèlement, une dénonciation immédiate de toutes les formes de guerre comme moyen de résoudre les conflits, du militarisme et d'autres formes de violence et l'exigence d'une démilitarisation mondiale a été avancée.

- 5- Les intervenants sont même allés plus loin en soulignant le lien entre le manque d'égalité des sexes en Europe et l'absence d'un cadre juridique contraignant au niveau européen qui promeut et assure la justice de genre et la démocratie et assure la redistribution du pouvoir entre les femmes et les hommes. Cela a également soulevé la question urgente de réexamen du concept de démocratie. Le fait que sur les 202 membres de la Convention qui ont élaboré la proposition de constitution de l'UE, seules 17 étaient des femmes, n'est qu'un aspect du problème de suffisance démocratique.
- 6- La conférence a montré le lien entre l'augmentation des budgets militaires et la montée des armements et la réduction des budgets pour le secteur public, a révélé comment le régime politique néolibéral (mondial) imposé dans l'UE est imposé aux futurs pays membres aux dépens des femmes. La conférence a soulevé des inquiétudes et remis en question le modèle européen de sécurité et de défense commune qui crée une structure de sécurité fédérale supérieure à celle des Etats membres et qui demande directement aux Etats membres d'augmenter les dépenses militaires.
- 7- En outre, les participants ont décrit la situation des droits sexuels et reproductifs des femmes en Europe et ont lié leur détérioration avec, entre autres, l'influence croissante et le statut privilégié de l'Eglise donné par l'Etat et promu dans le Traité constitutionnel de l'UE. Ils ont souligné que la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la promotion d'une Europe laïque devraient être les priorités de la politique européenne et ont conclu que l'UE devrait élaborer des politiques qui garantissent les droits reproductifs des femmes, la liberté de choix concernant son corps et à l'avortement gratuit en tant que droit humain de la femme et en tant que problématique sécuritaire.
- 8- En outre, les participants ont souligné la différence entre la représentation des femmes, leur participation et l'intégration de la politique féministe qui place les intérêts, les besoins et les revendications féministes au premier rang des préoccupations politiques avec celles des autres groupes négligés et discriminés de nos sociétés. Cibler le système patriarcal dans un continuum et déconstruire le mythe selon lequel le pouvoir (politique) ne convient pas aux femmes, entre autres par l'éducation populaire, figuraient parmi les priorités mentionnées.
- 9- Les participants ont fourni des idées expérientielles et théoriques ainsi qu'une critique du concept traditionnel de sécurité, le liant au titre de la conférence « La sécurité en Europe pour qui? ». En confrontant et en unifiant différentes expériences et connaissances de la discrimination partagée par les femmes en temps de paix et de guerre, les féministes et les activistes de la paix à travers les frontières du continent ont légitimement remis en question le concept traditionnel de la sécurité comme étant limité à la défense de ceux qui sont au pouvoir. La question de la sécurité humaine a été posée comme une question personnelle, politique et sociale et comme une demande légitime de vivre sans crainte en tous lieux et toutes phases de la vie. La violence masculine contre les femmes sous toutes ses formes est

structurelle et traverse les frontières des États et les frontières des foyers privés. Elle est partout. Pour cette raison, elle constitue un problème de sécurité pour chaque femme. La conférence a souligné l'importance d'élargir la conception de la politique de sécurité mondiale en incluant la violence structurelle envers les femmes dans la vie quotidienne. Il a également réaffirmé que le libre choix pour les femmes signifie l'accès à l'éducation, à la santé, aux ressources, au travail et au pouvoir de décision. Ce faisant, la conférence a appelé à la création urgente de politiques et d'attitudes qui conduiraient à la transformation des relations de pouvoir entre les sexes et des perceptions de la sexualité dans l'espace privé comme dans l'espace public.

- 10- Une allocution adressée au Parlement européen, à la CE et aux gouvernements nationaux exigeant des transformations et des politiques correctives, ciblant le déséquilibre entre les sexes et le sentiment de sécurité des femmes, sera prononcée au nom des participants à la conférence.

L'initiative féministe Euromed défend l'égalité entre les sexes et les droits humains universels des femmes comme inséparables du développement de la démocratie et de la citoyenneté, des solutions politiques à tous les conflits et du droit des peuples à l'autodétermination.

Initiative Féministe Euroméditerranéenne – Euromed Feminist Initiative IFE-EFI

20 rue Soufflot 75005 Paris France; P.O. Box 17345 Amman 111 95 Jordanie SIRET: 48854169900010